

Convention collective départementale

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

IDCC : 2389. – **Ouvriers**

IDCC : 627. – **ETAM**

IDCC : 771. – **Ingénieurs assimilés et cadres**

(LA RÉUNION)

(13 mai 2004)

(Bulletin officiel n° 2004-3 bis)

(Etendue par arrêté du 13 décembre 2004,
Journal officiel du 26 décembre 2004)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 31 MAI 2005

RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} MAI 2005

NOR : *ASET0550880M*

IDCC : *2389, 627, 771*

Entre :

La fédération réunionnaise du bâtiment et des travaux publics (FR-BTP) ;

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment de la Réunion (CAPEB),

D'une part, et

Le syndicat du bâtiment et des travaux publics CFDT,

D'autre part,

dans le cadre de la commission mixte paritaire du BTP, il est convenu ce qui suit :

A l'issue des réunions paritaires qui se sont tenues de février à mai 2005, sont arrêtées les dispositions suivantes :

Article 1^{er}

Ouvriers

Les salaires horaires minimaux des différents niveaux et positions de la grille des ouvriers seront revalorisés comme suit :

- 2,85 % au 1^{er} mai 2005, sur la grille de référence base 35 heures en vigueur à ce jour ;
- 4 % au 1^{er} mai 2005, sur la grille de référence base de 39 heures en vigueur à ce jour.

Article 2

ETAM

Les salaires des ETAM seront revalorisés comme suit :

- 2,85 % au 1^{er} mai 2005, sur la grille (unique) en vigueur à ce jour.

Article 3

Cadre et IAC

Les salaires des cadres et IAC seront revalorisés comme suit :

- 2,85 % au 1^{er} mai 2005, sur la grille (unique) en vigueur à ce jour.

Article 4

L'ouverture des négociations de salaires pour l'année 2006 se fera en février 2006.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord et son application à l'ensemble des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective ou s'y rattachant.

Article 6

Ces augmentations s'appliqueront sur les salaires de mai, pour le personnel présent dans l'entreprise au 1^{er} juin 2005.

Article 7

Le présent accord reste ouvert à la signature des organisations qui souhaitent y adhérer dans les délais réglementaires en vigueur.

Fait à Saint-Denis, le 31 mai 2005.

(Suivent les signatures.)